

pourraient accomplir un bien meilleur travail que ce qui se fait actuellement.

Quelle est la situation actuelle? Les écoles techniques ou de métiers des diverses provinces font appel aux services d'ouvriers spécialisés, qui peuvent être d'excellents artisans. Ils excellent peut-être dans leur industrie, mais ce ne sont pas nécessairement de bons pédagogues. Ce ne sont pas nécessairement de bons professeurs. Je ne crois pas qu'ils aient toute l'habileté voulue pour se mettre à la portée des élèves, comme peut le faire un pédagogue compétent.

Si le ministère du Travail voulait envisager comme il convient la formation professionnelle au Canada, on pourrait faire beaucoup de choses.

Bien entendu, ainsi que je l'ai déjà dit, je considère son programme actuel tout simplement comme une excuse pour dire: "Nous faisons quelque chose à ce sujet." De fait, je crois que nous aurions honte si nous comparions nos efforts dans le domaine de la formation professionnelle avec les efforts que déploient d'autres pays. Je fais respectueusement et sérieusement remarquer au ministre du Travail que nous avons là une occasion d'établir au Canada un programme de formation professionnelle, non seulement en accordant des subventions mesquines aux provinces, comme nous le faisons maintenant, mais en créant un institut de professeurs.

Je connais un peu la question, car je m'occupe d'une organisation de formation professionnelle qui a des écoles dans divers pays. Je parle avec une certaine expérience. Cette organisation a établi à Genève un institut où elle forme des professeurs. Cette organisation forme des gens. Les diplômés de cet institut se rendent ensuite dans les divers pays et dans les diverses écoles. Ce sont des professeurs experts en formation professionnelle. Je crois que l'industrie canadienne se réjouirait de cette mesure. Je suis persuadé, — le ministre est de mon avis, je crois, — que l'industrie du Canada y gagnerait à avoir plus d'ouvriers spécialisés. Je ne sais combien de centaines, voire de milliers de techniciens d'autres pays travaillent maintenant en notre pays à des entreprises canadiennes.

Je ne ridiculise pas ce fait. Je pense qu'ils sont nécessaires. Ils accomplissent une tâche magnifique pour l'industrie du Canada. Mais pourquoi ne pas former les Canadiens à ce travail? Les ouvriers s'en réjouiraient. J'en suis certain, ils subventionneraient un institut central où se formeraient des professeurs. Ils ne manqueraient pas, s'ils étaient présents, de créer des bourses d'études et de perfectionnement pour l'encourager de toute manière, car c'est à leur avantage. L'industrie cherche des spécialistes. Au lendemain de la

guerre notre pays accusait une pénurie d'ouvriers spécialisés. Le ministre s'en souviendra, nous avons envoyé de nombreuses équipes en Europe pour y recruter des ouvriers spécialisés.

Le Canada a appliqué un programme de formation professionnelle. J'engage pourtant le ministre, encore une fois, à étudier sérieusement le projet de créer au Canada un institut de professeurs qui dispenseraient une formation professionnelle. Nous avons par exemple des écoles ou instituts où nous formons des instituteurs qui vont enseigner à nos enfants dans les écoles élémentaires. Ce sont des instituteurs exercés, des pédagogues formés. Nous avons des instituts où nous préparons des universitaires pour qu'ils forment les esprits dans les sphères supérieures du savoir. Mais dans le domaine de la formation professionnelle ou technique, nous avons été gravement déficients.

Je n'en blame pas exclusivement le gouvernement actuel. Les gouvernements antérieurs ont certes des reproches à se faire à ce propos. Mais je veux surtout dire qu'il est temps aujourd'hui, puisque le Canada a atteint l'âge adulte, d'adopter cette mesure. Nos besoins de main-d'œuvre spécialisée sont grands au pays. Or nous n'obtiendrons pas cette main-d'œuvre à moins de créer une institution chargée de former les maîtres qui, retournant dans nos diverses provinces, — puisque ce sont les provinces qui ont la haute-main sur les écoles de formation professionnelle, — pourront former à leur tour des ouvriers capables de remplir ce rôle.

M. Regier: Monsieur le président, je suis heureux de m'associer à ce que j'ai cru être la recommandation formulée par le député de Cartier. M'étant occupé de l'instruction au Canada, pendant quelques années, il y a longtemps que je me suis rendu compte de la nécessité d'une école de formation pour nos professeurs techniques. Les principes dont doit s'inspirer une telle école de formation diffèrent à tel point de ceux des écoles normales ordinaires qu'à mon avis, la proposition présentée par le député d'établir au moins une école nationale de formation professionnelle pour professeurs est digne de l'attention la plus sérieuse. Je crois qu'une telle école contribuerait fortement à former les professeurs qui sont rares actuellement.

Je tiens à féliciter le ministre, — car c'est la première occasion que j'ai d'en parler, — de l'attitude qu'il a adoptée depuis qu'il est ministre du Travail. Il a toujours été extrêmement modeste. C'est un membre du cabinet qu'on peut s'attendre à trouver presque partout à Ottawa. Il vit parmi les gens dont il fait profession de servir. Il s'efforce beaucoup de maintenir le contact avec les simples